Climat : Assez parlÃ© dâ€™incertitudes, parlons concret

La confÃ©rence des parties au protocole de Kyoto va faire escale Ã Paris en dÃ©cembre pour sa 21Ã¨me Ã©dition depuis 1997. C'est la 21Ã¨me fois qu'on nous promet de dÃ©boucher sur un grand accord contraignant Ã 196 pays pour sauver notre climat ! Gageons que cette fois-ci soit la bonne mais changeons surtout de route et venons-en aux actions pour que l'eau ne soit pas oubliÃ©e dans les dÃ©bats rappelle Martin GUESPEREAU. H2o, mai 2015.

CLIMAT

Assez parlÃ© d'incertitudes, parlons concret

La confÃ©rence des parties au protocole de Kyoto va faire escale Ã Paris en dÃ©cembre pour sa 21Ã¨me Ã©dition depuis 1997. C'est la 21Ã¨me fois qu'on nous promet de dÃ©boucher sur un grand accord contraignant Ã 196 pays pour sauver notre climat ! Gageons que cette fois-ci soit la bonne mais changeons surtout de route et venons-en aux actions pour que l'eau ne soit pas oubliÃ©e dans les dÃ©bats.

Martin GUESPEREAU

directeur gÃ©nÃ©ral - Agence de l'eau RhÃ´ne MÃ©diterranÃ©e Corse

Â
photo Alain Guillemaud

H2o - mai 2015

Â

Le changement climatique avance Ã marche forcÃ©e et il nous a dÃ©jÃ coÃ»tÃ© plusieurs semaines de ski en moyenne montagne, fait avancer les vendanges d'un mois, fait baisser les dÃ©bits des cours d'eau l'Ã©tÃ© et les scientifiques nous promettent -30 % de dÃ©bit dans le puissant RhÃ´ne l'Ã©tÃ© en 2050. On en sait bien trop pour ne pas agir.

CommenÃ§ons donc par le commencement : prenons les mesures d'adaptation qui nous concernent et n'attendent que nous. C'est seulement alors que nous pourrons partir Ã la construction d'une pyramide d'engagements, avec les collectivitÃ©s et les entreprises Ã la base, et, ultimement au sommet, le grand accord mondial tant dÃ©sirÃ©.

Parler d'adaptation Ã©tait tabou jusqu'ici parce que cela vous classait immÃ©diatement parmi les nouveaux climato-sceptiques qui avaient abandonnÃ© le noble combat qui consistait Ã arrÃªter le climat Ã +2 Â°C. Depuis, l'humanitÃ© a ratÃ©

l'objectif et le GIEC a sorti en mars 2014 son premier rapport entiÃ¨rement dÃ©diÃ© Ã l'adaptation. La voie est libre et la confÃ©rence de Paris pourrait bien marquer sur ce thÃ¨me une de ses plus belles avancÃ©es.

40 % du sud-est de la France en dÃ©ficit d'eau

Nous en sommes Ã l'heure de lancer les premiÃ¨res actions concrÃ¨tes dans nos territoires. Chacun pense Ã l'eau qui va manquer l'Ã©tÃ© tandis qu'un soleil de plomb aura dessÃ©chÃ© les sols. C'est assez exact mais c'est sans compter le facteur aggravant que sont les gaspillages monstrueux d'eau actuels. Ils ont rÃ©ussi Ã mettre en dÃ©ficit d'eau 40 % du sud-est de la France. Les villes dans lesquelles un litre sur deux se perd avant d'arriver au robinet sont nombreuses ; l'agriculture franÃ§aise est en retard sur la conversion au goutte-Ã -goutte, une solution qui peut pourtant diviser par dix la consommation d'eau par rapport aux irrigations traditionnelles qui ont toujours cours. Cela ne passera plus avec le changement climatique.

Des solutions simples Ã portÃ©e de main

Plus rÃ©volutionnaire, nous allons maintenant devoir retenir l'eau dans nos territoires. Nous avons passÃ© des dÃ©cennies Ã drainer nos sols, bÃ©tonner nos villes, raccourcir les cours d'eau et bloquer l'eau entre des digues bien Ã©troites. Nous pouvons recreuser nos fossÃ©s en ville et les verdir, prÃ©voir des mares temporaires, nous mettre aux "jardins de pluie" comme les Australiens, ou encore ouvrir des brÃ¨ches dans des digues pour rÃ©alimenter des zones humides d'infiltration des eaux. Nos nappes seront notre meilleur frigo d'eau fraÃ®che pour les futures canicules. Le plus intÃ©ressant c'est que ces solutions simples d'infiltration de l'eau vers les nappes peuvent aussi nous faire gagner de l'argent : Ã Montpellier la gestion des eaux de pluie sur une zone de 3 hectares de l'opÃ©ration campus a Ã©tÃ© mise en "0-rejet" vers les Ã©gouts et elle s'est rÃ©vÃ©lÃ©e sept fois moins chÃ¨re que le tout Ã l'Ã©gout traditionnel ! C'est pourtant cette mauvaise solution que nos logiciels mentaux prÃ©fÃ¨rent le plus souvent.

Les autoritÃ©s locales se prennent en main : une premiÃ¨re en France

Ces mesures sont au cœur d'un plan de bassin d'adaptation au changement climatique que les sept grands responsables territoriaux du sud-est de la France, les cinq prÃ©sidents de rÃ©gion, le prÃ©fet coordonnateur de bassin RhÃ´ne-MÃ©diterranÃ©e et le prÃ©sident de comitÃ© de bassin viennent de signer ensemble. Ils ont mÃªme fixÃ© une Ã©chÃ©ance, Ã pour remettre les rÃ©seaux d'eau potable en bon Ã©tat et demandÃ© aux communes de prÃ©voir dans leurs plans locaux d'urbanisme de compenser toute nouvelle impermÃ©abilisation par une infiltration d'eau supÃ©rieure vers la nappe (par des fossÃ©s typiquement). Face Ã l'urgence du climat, cette union des responsables est une premiÃ¨re en France, une brique concrÃ¨te Ã l'adaptation de notre pays.

C'est comme cela que nos territoires passeront le cap du changement climatique. Et Ã§a marche, parce que c'est rÃ©aliste. Ces solutions mettent en avant les acteurs existants. Alain JuppÃ© a lancÃ© un vibrant "appel de Bordeaux" remarquÃ© en janvier dernier qui promet un "rÃ´le moteur des territoires pour la rÃ©ussite de la confÃ©rence de Paris et l'importance de leur donner une place stratÃ©gique au titre de l'agenda des solutions" et demande qu'on soutienne "les mÃ©canismes permettant de renforcer l'action locale et rÃ©gionale, notamment dans les pays en dÃ©veloppement, et les partenariats". Ces solutions rÃ©alistes ne demandent effectivement rien d'autre que d'utiliser les systÃ¨mes actuels de financement en les rÃ©orientant. L'agence de l'eau RhÃ´ne MÃ©diterranÃ©e Corse a financÃ© ainsi en 2014 un niveau record d'Ã©conomies d'eau de 70 millions de mÃ¨tres cubes par an grÃ¢ce Ã un appel Ã projet, soit la consommation d'une ville d'un million d'habitants.

Les gaspillages reculent lÃ oÃ¹ l'action pousse. .

Â

L'auteur

Ancien Ã©lÃ¨ve de l'Ã‰cole polytechnique, ingÃ©nieur en chef des ponts, des eaux et des forÃªts et diplÃ´mÃ© du Massachu Institute of Technology (MIT), Martin Guespereau est entrÃ© en 2000 au ministÃ¨re de l'Environnement comme Ã©conomiste dans la dÃ©lÃ©gation franÃ§aise lors des nÃ©gociations internationales sur la lutte contre le changement climatique. Il devient ensuite chef du service rÃ©gional de l'environnement industriel Ã la DRIRE de Picardie jusqu'en 2003 puis, rejoint la direction du TrÃ©sor du ministÃ¨re des Finances oÃ¹ il est responsable de la politique financiÃ¨re pour la zone Afrique du Nord /Moyen-Orient. En dÃ©cembre 2004, il devient conseiller technique "santÃ© environnement" de Philippe Douste-Blazy, ministre de la SantÃ©, puis conseiller technique crises sanitaires" de Xavier Bertrand, son successeur, et enfin de Philippe Bas. En mai 2007, il est appelÃ© comme conseiller technique en charge de l'Ã©cologie et de l'urbanisme au cabinet du Premier ministre, FranÃ§ois Fillon, oÃ¹ il a coordonnÃ© l'action gouvernementale lors du Grenelle de l'environnement. Il Ã©tait depuis fin 2008 directeur gÃ©nÃ©ral de l'Agence franÃ§aise de sÃ©curitÃ© sanitaire de l'environnement et du travail. Martin Guespereau a Ã©tÃ© nommÃ© directeur gÃ©nÃ©ral de l'agence de l'eau RhÃ´ne MÃ©diterranÃ©e Corse en mars 2011.

Agence de l'eau RhÃ´ne MÃ©diterranÃ©e Corse